

## COMMUNIQUE DES ETUDIANTS COMMUNISTES TUNISIENS

---

Tahar Belkhodja, arrêté en décembre dernier pour abus de pouvoir, tentative de complot contre membres du gouvernement, détournement de fonds, etc.. vient d'être précipitamment relâché sans jugement. Parallèlement, on apprend que Hassan Kassem, un de ses complices directs, a été reçu par le Président Bourguiba et que Taoufik Tourjène, qui avait été mêlé à une affaire de fuite de devises, a été nommé Président Directeur Général de la S.A.T.P.E.C.

Il est vrai que la libération de Belkhodja a été accompagnée par l'amnistie de 8 détenus condamnés à moins de deux ans de prison lors des scandaleux procès d'opinion de septembre et de février derniers. Mais qui pourrait croire un instant que cette dernière mesure positive est de nature à faire oublier tous les crimes et délits reprochés à Belkhodja et à ses complices par le gouvernement lui-même ?

La destitution de l'ancien Directeur de la Surêté Nationale et l'exclusion de H. Kassem du Comité Central du P.S.D. avaient été accueillis avec satisfaction par l'opinion publique. En effet, le rôle actif joué par ces deux personnages dans la répression sauvage qui s'est abattue sur l'Université de Tunis et les démocrates tunisiens après mars 1968 a provoqué une haine légitime envers ces aventuriers. Notre peuple est donc en droit d'attendre le juste châtement de ceux qui profitent de leur position au sein de l'appareil de l'Etat et du parti Unique pour comploter contre les intérêts du pays. Le peuple tunisien ne pourra jamais comprendre pourquoi on libère les véritables comploteurs avant que toute la lumière soit faite sur leur affaire et avant toute intervention de la justice, alors que l'on fabrique des complots de toutes pièces pour monter des procès politiques contre les milieux de gauche tunisiens.

Dans ces derniers procès, les règles élémentaires de la justice ont été foulées au pied. Aujourd'hui, la justice est impuissante contre les éléments de la droite réactionnaire. Quand on sait que ce sont les couches les plus influentes de la bourgeoisie tunisienne et les plus puissantes économiquement qui donnent au P.S.D. son contenu social et au gouvernement son orientation globale, il ne faut pas s'étonner de voir le régime destourien bafouer ainsi sa propre légalité et sa propre justice.

Pourtant, l'élimination de T. Belkhodja et d'autres "responsables" destouriens aurait dû être le point de départ d'un processus d'élimination de tous les éléments réactionnaires qui se trouvent aux organismes dirigeants du parti au pouvoir et qui ont des responsabilités gouvernementales. Cela aurait constitué le début de l'élimination d'obstacles importants qui empêchent notre pays de se développer dans une voie progressiste.

Mais le régime ne l'a pas entendu ainsi. En libérant Belkhodja et les autres aventuriers, le gouvernement veut continuer à camoufler les contradictions qui éclatent de plus en plus ouvertement au sein du P.S.D. et protéger en même

.../...



.../...

temps les éléments ultra-réactionnaires même quand ils complotent contre l'intérêt national. Cette attitude du pouvoir ne peut pas favoriser la mobilisation de la jeunesse estudiantine, des intellectuels progressistes et des larges masses populaires. Au contraire, elle ne fait qu'augmenter la confusion qui existe déjà dans le pays.

D'autre part, la clémence du gouvernement à l'égard des aventuriers et des comploteurs de la droite réactionnaire n'est pas de nature à apaiser le mécontentement populaire grandissant. Alors que les revendications légitimes des classes laborieuses sont combattues et leurs besoins ignorés, alors que les défenseurs des intérêts des travailleurs sont condamnés au silence, on laisse toute la liberté de mouvement aux éléments rétrogrades qui jouent un rôle néfaste dans l'étouffement de toute vie démocratique et qui font peser aussi les plus graves dangers sur l'avenir de notre pays.

- LES ETUDIANTS COMMUNISTES TUNISIENS sont convaincus que la défense des intérêts vitaux de notre peuple et de notre pays passe par l'isolement et l'élimination de la droite réactionnaire. Il est donc nécessaire de barrer la route à cette droite, cela doit être la tâche impérative de toutes les forces progressistes, de tous les démocrates, y compris ceux qui se trouvent au sein du P.S.D., et de tous les hommes qui ne veulent pas voir notre pays et nos richesses nationales accaparées par une infime minorité de privilégiés qui ne cherchent que la satisfaction de leurs intérêts égoïstes de classe.

- LES ETUDIANTS COMMUNISTES TUNISIENS appellent tous les étudiants

- à stigmatiser la mansuétude du pouvoir vis-à-vis des éléments réactionnaires et aventuriers qui constituent un danger pour notre pays et, dans l'immédiat, à exiger que toute la lumière soit faite sur leurs sombres intrigues ;
- à développer leur action de solidarité pour la libération de tous les démocrates encore en prison.

Le 2 avril 1969



- DECLARATION DES -

ETUDIANTS COMMUNISTES TUNISIENS.

Des grèves, des manifestations se sont déroulées dans l'Université de Tunis, et les événements ont pris une tournure grave avec l'intervention de la police dans l'enceinte de la faculté de droit où de nombreux étudiants ont été appréhendés et avec la menace de la fermeture imminente de plusieurs facultés. L'atmosphère parmi les étudiants, déjà tendue par différents problèmes syndicaux (taux et conditions d'obtention des bourses, qualité de l'enseignement, programmes...), par l'achèvement du dernier Congrès de l'U.G.T.T., par la détention depuis plus de huit mois de Ben Otman, prit une tournure grave avec le procès.

Les étudiants communistes ont dénoncé les procédés employés par une minorité lors de l'élection anti-démocratique de la direction de l'U.G.T.T. Engager toute l'action des étudiants uniquement contre l'élection de la C.A. c'est détourner les étudiants des problèmes du moment, ceux de la défense de leurs revendications et ceux de la lutte aux côtés des forces nationales pour un développement économique indépendant. Tout en affirmant leur détermination à poursuivre l'action nécessaire pour que l'organisation syndicale soit démocratique, combative, autonome, ils tiennent à dire qu'ils veilleront à ce que les luttes estudiantines ne soient pas déviées ni engagées dans une épreuve épuisante qui divise les étudiants, facilite les provocations et, surtout, fait oublier ou reléguer au second plan les revendications elles-mêmes. C'est pourquoi, les étudiants communistes tunisiens opposent aux méthodes d'actions spontanéistes, qui ne tiennent pas compte de la situation nationale et des problèmes réels des étudiants, une action quotidienne et opiniâtre au sein de l'U.G.T.T. dans le respect et pour respect des statuts en vue de faire aboutir sur des bases solides les revendications des étudiants et d'isoler les opportunistes de tout bord. C'est en rejetant tout aventurisme que les étudiants feront triompher leur juste cause, inséparable de celle de tout le peuple. C'est ainsi et ainsi seulement et en dénonçant tout aventurisme que les étudiants feront triompher leur juste cause, inséparable de celle de tout le peuple tunisien.

Aussi les étudiants ne doivent pas isoler la situation que traverse l'Université du contexte général du pays, contexte de lutte pour la mise entre les différents clans du pouvoir. Dans cette lutte de clans, les étudiants "libéraux" qui se présentent comme les champions de la "démocratie" cherchent à utiliser le mouvement des étudiants et à le dériver par les éléments de la gauche comme provocateur. Par ailleurs le gouvernement s'est engagé dans une épreuve de force avec des moyens iniques : viol de la franchise universitaire, fermeture des facultés, arrestations y compris le recours à l'antisémitisme (comme en témoigne la campagne de la presse et le communiqué de l'U.G.T.T.).

Tout en dénonçant les manœuvres provocatrices de la réaction, les étudiants communistes tunisiens reprennent les méthodes répressives utilisées.

Mais aujourd'hui la tâche principale des forces progressistes est de démystifier une campagne démagogique qui au nom de la démocratie vise à consolider le tournant à droite opéré en septembre 1969, en recherchant le pourrissement de la situation.

Les progressistes unis doivent empêcher que la lutte pour la démocratie, dans le pays et dans les organisations nationales, ne soit dévoyée. Ils doivent empêcher qu'elle ne serve à renforcer l'emprise déjà si grande de la réaction. Or c'est en se démarquant des clans conservateurs et réactionnaires en dénonçant leur démagogie en contribuant à les battre politiquement que les forces progressistes peuvent jouer leur rôle et donner une chance de à leur actions.



Dans ces moments graves les Etudiants Communistes Tunisiens appellent tous les étudiants a faire preuve de vigilance à s'opposer aux manoeuvres de diversions d'ou qu'elles viennent, à renforcer leur rang dans l'unité pour faire aboutir leur revendications pour participer comme il se doit à la lutte pour un développement économique indépendant, non capitaliste.

- POUR UN SYNDICAT REVENDICATIF ET AUTONOME.
- POUR UN DEVELOPPEMENT DU PAYS INDEPENDANT ET NON-CAPITALISTE.

LES ETUDIANTS COMMUNISTES TUNISIENS.

Paris le 8/02/1972.

7041

[REDACTED]



## H O M M A G E

à

H. A S S E N    S A A D A O U I .

Il y a neuf ans, le 12 février 1963, disparaissait le camarade Hassen SAADAOUI, l'un des pionniers du mouvement syndical tunisien. Sa mort, intervenue à l'intérieur des locaux de la police dans les conditions dramatiques que l'on sait, avait jeté la consternation et soulevé une vive émotion dans les rangs de la classe ouvrière.

Venu au mouvement communiste, alors que ce mouvement n'était qu'à ses débuts dans notre pays, vers 1922, Hassen SAADAOUI resta fidèle toute sa vie, à l'idéal de la classe ouvrière. Militant syndical, il fut avec les travailleurs dans toutes leurs luttes contre l'exploitation coloniale, comprenant combien ces luttes étaient intimement liées au combat de tout le peuple pour son indépendance nationale. S'opposant avec force aux tendances colonialistes et paternalistes qui existaient dans les syndicats de l'époque, il lutta avec abnégation pour l'organisation et la défense des intérêts des travailleurs tunisiens, pour faire du syndicat l'organisation des travailleurs eux-mêmes.

Son attitude courageuse au service de la classe ouvrière et du peuple lui valut d'être la cible de choix pour la répression coloniale; Hassen SAADAOUI a connu, à maintes reprises, les géoles colonialistes et les camps de déportation avec d'autres militants du mouvement national, communistes et destouriens.

Mais cette même attitude lui valut la confiance et l'estime des travailleurs. Les dockers, les mineurs, les ouvriers agricoles et tant d'autres, qui ont connu SAADAOUI pour l'avoir vu parmi eux chaque fois qu'ils avaient des revendications à défendre ou qu'ils étaient en lutte contre leurs exploitateurs, se souviennent de lui comme d'un dirigeant exemplaire, fraternel et clairvoyant.

Pour eux tous, reste l'exemple du militant qui a mené le combat pour servir le mouvement ouvrier et le peuple tunisien, et non pour se servir, l'exemple du dirigeant syndical qui n'a jamais transigé lorsque les intérêts des travailleurs étaient en jeu.

Evoker la mémoire de SAADAOUI à l'occasion de ce neuvième anniversaire de sa mort, ce n'est pas seulement rendre hommage à ce digne fils de la classe ouvrière tunisienne, mais c'est encore rappeler les riches traditions du mouvement syndical tunisien, dans lesquelles les travailleurs de notre pays doivent puiser pour garder à ce mouvement son dynamisme et ses caractéristiques propres, pour lui faire jouer le rôle qui lui revient dans la Tunisie indépendante d'aujourd'hui.

LES ETUDIANTS COMMUNISTES TUNISIENS



Camarade étudiant (e)

Nous t'adressons cette lettre pour t'exposer les raisons pour tout étudiant tunisien - PARCE QUE TUNISIEN ET PARCE QU'ETUDIANT - DE MILITER à l'UGET.

Le nombre des adhérents à notre Union, tu le sais, va s'amenuisant.

Les camarades absentéistes formulent pour justifier leur attitude, les observations suivantes :

- 1) les dirigeants de l'UGET s'occupent exclusivement de leur promotion administrative et politique ; l'UGET, devenant ainsi "UN ANTI-CHAMBRE D'ATTENTE" ;
- 2) parce que devenus de simples exécutants d'ordres administratifs VENUS DE L'EXTERIEUR, les organismes dirigeants font des résolutions du congrès des "têtes de chapîtres" publicitaires et s'efforcent d'étouffer toute démocratie syndicale ;
- 3) les A. G. sont sans intérêt puisque dominées par les marmites électorales, les juridisme et les "trouvailles" procédurières ;
- 4) la tendance à croire que le militantisme est l'affaire d'un petit nombre de "techniciens" du syndicalisme.

\*

Comment en est-on arrivé là ?

Remarquons d'abord que l'UGET, en passant de la phase nationale (1953-1956) à la phase post-indépendance, ne pouvait échapper à une "crise de croissance" due à la reconversion nécessaire de sa mission, c'est-à-dire le passage du plan politique nationaliste au plan syndical, culturel etc..., le passage de la lutte pour l'indépendance à la lutte pour les réformes de structures économiques et sociales conformes aux exigences du développement et aux aspirations des masses populaires.

Remarquons ensuite que l'UGET, en tant qu'organisation nationale, est directement concernée par les problèmes nationaux, en premier lieu le problème de la crise de la démocratie dans notre pays ; elle fut victime de la politique dite d'Union Nationale et des ses effets néfastes : la satellisation des syndicats (UGET, UGTT etc...).

Aussi si toute relance syndicale suppose la nécessité de défendre, PAR LES ACTES, les revendications légitimes des étudiants et du peuple, C'EST AUX ETUDIANTS EUX-MEMES, EN MILITANT, qu'incombe la tâche d'exiger une démocratie réelle et sans entraves, à tous les échelons de notre organisation.

.../...



Les violations multiples et répétées de la démocratie, les méthodes antidémocratiques les plus tortueuses, monnaie courante des directions successives de l'UGET depuis six ans, vont-elles cesser sans notre action ? par on ne sait quel miracle ? N'EST-CE PAS LA PRESENCE ET LA PARTICIPATION ACTIVE DES ETUDIANTS, DE TOUS LES ETUDIANTS, AUX A G, QUI PEUVENT, SEULES, ENRAYER CETTE SITUATION DE LIQUIDATION DE TOUTE ACTION SYNDICALE ?

Camarade, la pratique de l'absentéisme laisse le champ libre aux menées des carriéristes et de ceux qu'ils servent : les privilégiés et autres anti-démocrates ; elle fait le jeu de ceux qui veulent réduire l'UGET à l'impuissance.

Le chemin de la mise à mort de l'arrivisme, c'est le chemin de la prise en charge par les étudiants eux-mêmes de leur syndicat.

\* \*

\*

En guise de conclusion, NOUS SOUMETTONS A TA REFLEXION QUELQUES REVENDICATIONS SUSCEPTIBLES, A NOTRE SENS, DE FAIRE L'UNANIMITE DES ETUDIANTS ET DE SORTIR L'UGET DE SA CRISE :

- 1/ LA DEFENSE DES INTERETS MORAUX ET MATERIELS DES ETUDIANTS :
  - DROIT A LA BOURSE SUR CRITERES UNIVERSITAIRES,
  - DROIT AU SURSIS MILITAIRE PENDANT TOUTE LA DUREE DES ETUDES, (ET DANS L'IMMEDIAT, LA REINTEGRATION A L'UNIVERSITE DES CAMARADES ENROLES DANS L'ARMEE APRES LES EVENEMENTS DE TUNIS)
  - COGESTION DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ;
- 2/ LA RECONVERSION DEMOCRATIQUE ET NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT ;
- 3/ L'ELEVATION DU NIVEAU DE VIE, DU NIVEAU CULTUREL ET PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES.

PARIS, LE 28 FEVRIER 1967

LES ETUDIANTS COMMUNISTES TUNISIENS.



TOUS A L' ASSEMBLEE GENERALE ELECTIVE  
DE L' A.E.M.N.A.F.

-----

Camarades,

Le Dimanche 20 Mai à 14 h. au 115 Bd. St. Michel, l'AEMNAF organise son A.G. électorale annuelle.

- Au moment où en Tunisie les étudiants poursuivent leur lutte pour démocratiser leur organisation syndicale l'UGET et pour arracher son autonomie, tout en s'opposant à la politique sélective en matière d'enseignement et en se solidarisant et soutenant les luttes courageuses des travailleurs et des masses populaires contre les méfaits d'une même politique, pro-capitaliste et d'abandon de l'indépendance nationale au profit des capitaux privés étrangers et d'une bourgeoisie locale affairiste et compradore.

- Alors que la répression systématique et de plus en plus sauvage continue à s'abattre sur les étudiants, les travailleurs, les syndicalistes, et l'ensemble des forces progressistes tant en Tunisie qu'au Maroc où l'UNEM a été arbitrairement dissoute par le pouvoir féodal marocain.

- Et au moment où les étudiants algériens et leur organisation l'INEA mènent activement la lutte aux côtés de l'ensemble des forces progressistes et des masses populaires algériennes contre les manœuvres de la réaction et pour l'application de la révolution agraire.

- Et devant les difficultés accrues que rencontrent les étudiants maghrébins en France d'art la majorité vit dans des conditions matérielles entravant la poursuite normale de leurs études, l'A.G. du 20 Mai doit rassembler l'ensemble des étudiants maghrébins en France, permettre un large débat démocratique et renforcer le front progressiste maghrébin dont l'unité et l'élargissement sont indispensables pour faire face à la réaction intérieure alliée à l'impérialisme, et pour faire triompher les aspirations des masses populaires maghrébines pour un maghrab progressiste, indépendant et uni.



Les Etudiants Communistes Tunisiens appellent l'ensemble des étudiants tunisiens à participer à l'A.G. électorale de l'AEMNAF, organisation syndicale de tous les étudiants maghrébins ; leur participation massive et constructive aux côtés de nos camarades étudiants Algériens et Marocains fera accomplir à l'AEMNAF un pas nouveau :

• Dans la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants maghrébins en France.

• Dans le soutien militant aux étudiants, <sup>aux</sup>travailleurs et à l'ensemble des forces progressistes maghrébines en lutte contre la réaction et l'impérialisme, pour l'indépendance, le progrès social et la démocratie.

• Dans la solidarité qu'elle apporte à tous les peuples en lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et la réaction.

Tous mobilisés et unis pour faire de l'A.G. du 20 Mai une nouvelle étape dans le renforcement de l'AEMNAF, dans l'extension et l'impulsion de ses activités, et dans le renforcement et l'élargissement du front progressiste maghrébin.

Vive l'AEMNAF, organisation syndicale, démocratique, progressiste, anti-impérialiste et unitaire de tous les étudiants maghrébins.

Vive l'unité d'action des forces démocratiques et progressistes maghrébines.

A bas l'impérialisme, le sionisme et la réaction.

Paris le 16 Mai 1973  
les Etudiants Communistes Tunisiens



# NON A LA REPRESSION ! LIBEREZ NOS CAMARADES !

Le pouvoir vient de marquer une nouvelle escalade dans la répression, 24 étudiants et 3 étudiantes viennent d'être expéditivement et arbitrairement condamnés à 1 an et 6 mois de prison pour avoir protesté avec des centaines d'étudiants contre la non moins scandaleuse condamnation de 13 de leurs Camarades à 6 mois et 4 mois de prison "pour avoir séquestré un flic dans l'enceinte universitaire". Cette escalade survient après le retrait arbitraire des sursis militaires à de nombreux militants syndicalistes, après le procès intenté pour une trentaine de démocrates et après avoir fait des enlèvements par les agents de police ou police parallèles, enlèvement suivis des tortures les plus atroces, une pratique courante.

Cette escalade survient aussi après des atteintes au droit de grève des travailleurs, en effet l'assemblée nationale a adopté récemment une loi prévoyant des peines de prison au travailleurs qui recourent à la grève pour défendre leurs revendications.

Enfin cette escalade survient dans une situation de crise économique et sociale, conséquence d'une politique pro-capitaliste et pro-impérialiste contraire à l'intérêt national et qui tourne le dos aux revendications et aux aspirations des masses populaires.

NON ! L'avenir de notre pays n'est pas dans l'allégeance à "l'occident" (entendre Néo-colonialistes d'aujourd'hui et Colonialistes d'hier ; exploités et oppresseurs d'hier et d'aujourd'hui), il n'est pas dans la liberté aux capitaux étrangers et aux affairistes et spéculateurs et l'oppression et la répression des ouvriers, étudiants et patriotes.

Camarades,

Le pouvoir incapable de résoudre les graves problèmes que rencontre notre pays, recourt de plus en plus à la répression et l'intimidation pour faire passer une politique réactionnaire ; les forces réactionnaires cherchent toujours à utiliser à chaud les occasions qui se présentent pour porter atteintes aux acquis du peuple tunisien comme en témoigne à l'université les tentatives M'Zali et comme le laisse prévoir l'intervention de l'actuel ministre de l'éducation Guiga qui nous promet des "mesures nouvelles" en jugeant dépassée la loi du 69 sur l'université (loi d'ailleurs jamais appliquée !).

Plus que jamais la mobilisation massive et la vigilance de tous les étudiants est nécessaire pour faire face à l'offensive réactionnaire, pour exiger la libération de nos camarades et de tous les détenus politiques, pour faire respecter l'exercice effectif des libertés syndicales et démocratiques et pour déjouer les manœuvres de la réaction.

Tous mobilisés TOUS UNIS pour imposer la libération de nos camarades et pour faire échec aux manœuvres de la réaction.

- A BAS LA REPRESSION.
- A BAS LA REACTION.
- VIVE L'UNITE D'ACTION DES PROGRESSISTES PATRIOTES ET DEMOCRATES.
- POUR UNE NOUVELLE ALTERNATIVE PROGRESSISTE ET DEMOCRATIQUE.

Les Etudiants Communistes Tunisiens  
Paris le 22. 4. 74



## SOYONS LUCIDES - SOYONS VIGILANTS

Le dernier congrès de l'UGET, loin d'avoir résolu les problèmes posés aux étudiants, les a au contraire aggravés. En effet, terminé dans les conditions antidémocratiques que l'on sait, ayant porté à la tête de l'organisation une CA non représentative, ce congrès a déçu la grande masse des étudiants. Certes, la direction actuelle a participé à la solution de certains problèmes matériels, mais il reste que l'orientation économique du gouvernement, qui se reflète dans le domaine de l'éducation par une volonté sélectionniste, inspire une grande inquiétude quant à l'avenir. Pour affronter cet avenir, les étudiants ont besoin d'une organisation syndicale véritablement représentative, capable de refléter leurs aspirations et de lutter efficacement contre l'atmosphère d'étouffement des libertés par la concrétisation de la démocratie et à l'université et dans le pays. Ces aspirations sont précisément le mobile essentiel du mouvement actuel. Quelles sont les perspectives offertes à ce mouvement ? La grève générale et illimitée commencée et entretenue dans la confusion et l'anarchie, le mot d'ordre de représentativité, tel qu'il est présenté par les animateurs de la grève, répond-il aux exigences de la situation ?

### Représentativité DE QUI, PAR QUI et OÙ ?

L'UGET, organisation nationale, doit l'être pour tous les étudiants, quelles que soient leurs options politiques et idéologiques. Elle doit permettre à tous, par le strict respect des règles authentiquement démocratiques et le rejet de toute tentative de monopolisation d'où qu'elle vienne, de s'exprimer, de se défendre et de jouer leur rôle aux côtés des masses laborieuses. La base de cette organisation, constituée par ceux qui y adhèrent, doit pouvoir se reconnaître dans le sommet. Il est indéniable que, comme par le passé, il existe une cassure entre la masse des adhérents et la direction "légale".

Poser le problème en dehors de ce cadre, c'est se condamner à l'improvisation, au spontanéisme et à l'aventure. C'est aller vers l'impasse. Les étudiants piétinent, mais d'autres forces, occultes, sont loin d'être gênées.

### Quelles sont ces forces ?

- Le gouvernement d'abord, en discréditant les étudiants aux yeux du peuple, utilisant pour ce faire les moyens gigantesques de déformation, espère avoir les mains libres pour mettre en pratique sa politique de sélection, que la lutte organisée et responsable des étudiants a réussi jusqu'ici à contrecarrer. Ces mesures risquent de ne rencontrer que l'indifférence de l'opinion publique.

Comment expliquer le récente et mystérieuse paralysie des moyens de transport au campus ? N'est-il pas pour le moins intrigant que les forces de l'ordre, en s'exhibant dans le campus et en occupant les locaux, le lundi 7 février, aient pour ainsi dire forcé les étudiants qui avaient réussi à gagner le campus à rebrousser chemin ? La décision intempestive de fermer les facultés est destinée à dramatiser la situation, alors qu'il aurait suffi de s'engager par exemple de n'opérer aucune arrestation et à retirer les forces policières pour que la situation se normalise.

- Les forces qui se cachent derrière les slogans démagogiques de démocratisation et dont on sait le caractère rétrograde et l'ambition sans scrupules, escomptent, elles aussi, le plus grand bénéfice de ce mouvement. Monteront-elles sur le dos des étudiants ?



Derrière l'apparence d'un "soulèvement révolutionnaire", ne s'agit-il pas plutôt d'un affrontement entre le PSD et ses dissidents ? C'est le sens qu'il semble falloir donner au rassemblement décrété par le bureau politique.

Pour sortir de l'impasse, pour échapper au tâtonnement, pour éviter que les énergies généreuses des masses étudiantes ne soient exploitées par des forces étrangères à leurs aspirations.

#### Q U E \_ F A I R E \_ ?

- 1 ) Savoir ce qu'on veut et où on va : formuler clairement nos revendications :
  - \* Garantie durable des conditions décentes de vie et d'études pour tous les étudiants sujettes à des menaces larvées.
  - \* Garantie d'une participation effective des étudiants à la gestion des facultés et des œuvres sociales universitaires.
  - \* Autonomie de notre organisation, l'UGET, et démocratisation réelle de ses structures, et ce par le militantisme actif et responsable en son sein.
  - \* Concrétisation de la liaison entre l'université et le peuple : démocratisation réelle de l'enseignement, participation à l'élaboration d'une véritable politique au service des larges masses populaires.

2 ) Savoir ajuster nos revendications à la situation concrète du moment:  
Dans l'immédiat, être conscients et réalistes, c'est-à-dire mettre en échec tout mot d'ordre irresponsable, toute agitation stérile, qui ne peuvent mener qu'au suicide le mouvement démocratique étudiant.

#### E T U D I A N T S , E T U D I A N T E S !

- \* Sauver le mouvement démocratique et revendicatif, éviter le pire pour l'université, c'est empêcher que celle-ci ne reste fermée.
- \* Exiger la réouverture des facultés et reprendre les cours sur la base non pas du défaitisme et de la renonciation à nos justes revendications bien formulées, mais sur la base d'une mobilisation réelle et continue pour la restructuration de l'UGET, pour la préparation de son prochain congrès, tels doivent être nos objectifs de lutte afin de forger une organisation démocratique, autonome et représentative.

LES ETUDIANTS COMMUNISTES TUNISIENS



UNE FUSION QUI SUSCITE DE GRANDS ESPOIRS ET  
IMPLIQUE LA MOBILISATION ET LA VIGILANCE  
DES MASSES POPULAIRES.

Notre pays vient de connaître un événement d'une grande importance: la proclamation du principe de la fusion entre la Tunisie et la Lybie signée par le président Bourguiba et le colonel El Gadhafi le 12 janvier 1973 à Jerba. Cette décision qui, si elle était mise en application créerait une situation nouvelle dans notre pays susceptible d'ouvrir de larges perspectives quant à son avenir et son orientation. Elle soulève de grands espoirs parmi les masses populaires et tous les patriotes attachés à l'avenir de leur pays que ce soit en Tunisie ou en Lybie. Cette volonté d'union est ancrée dans l'histoire de notre peuple, dans sa culture et dans ses traditions de solidarité de luttres avec les autres peuples arabes au cours de leurs nombreux affrontements avec le colonialisme, l'impérialisme et le sionisme, que ce soit en Palestine, en Algérie, en Egypte ou ailleurs.

L'accord de Jerba, au delà des péripéties qui l'ont suivies et des manoeuvres de clans qu'il a provoquées, survient dans une réalité nationale et internationale de crise qu'il importe d'apprécier.

Sur le plan national le recours à l'union constitue en fait un aveu de l'échec de la politique réactionnaire menée au cours de ces dernières années par le pouvoir, politique qui ne permet pas de résoudre les graves problèmes qu'affrontent quotidiennement les larges masses populaires et qui engendre un blocage de la vie économique, sociale et politique dans notre pays: chômage accru, même au niveau des cadres, inflation, stagnation des salaires, sélection dans l'enseignement, repression systematique, etc... Les moyens préconisés par les tenants du libéralisme économique, en plus des dangers qu'ils présentent quant à l'indépendance même de notre pays, n'ont pas donné les résultats généreusement promis par leurs auteurs: développement de l'exportation et en premier lieu de la main d'oeuvre, extension du tourisme, appels aux capitaux étrangers... Cette politique piétine dans le brouillard de l'affairisme, de la spéculation, de la repression et de l'allégeance à l'impérialisme.

D'autre part, notre pays n'est pas isolé des grands changements qui se développent à l'échelle internationale et particulièrement dans le monde Arabe dans le sens de la libération nationale. La guerre d'Octobre 73 contre l'agresseur sioniste, par les succès militaires et politiques qui en ont résulté, a relancé et raffermi la solidarité et l'unité des peuples arabes, le soutien actif de toutes les forces anti-impérialiste et du camp socialiste dans la lutte contre l'impérialisme et le sionisme pour l'indépendance nationale et le progrès social.

A la faveur d'un rapport de force nouveau qui limite de plus en plus l'hégémonie et les possibilités d'intervention de l'impérialisme, et devant les exigences de développement des pays libérés et notamment les arabes, la remise en cause du pillage des richesses nationales par l'impé-



rialisme et la tendance à instaurer des rapports nouveaux de nature à achever l'indépendance nationale prennent une ampleur sans précédent bien que le degré de radicalisation soit variable d'un pays à un autre. La crise de l'énergie qui n'est en réalité qu'un aspect de la crise économique de l'imperialisme reflète la volonté des pays producteurs de pétrole et des autres matières premières de recouvrer leur richesse nationale, imposant de sérieux reculs à l'imperialisme. Cette volonté fut clairement affirmée à la conférence d'Alger des pays non alignés (ce n'est un hasard si le président Bourguiba avait déjà proposé à l'occasion de cette conférence la constitution d'une fédération maghrébine, regroupant l'Algérie la Libye la Tunisie et la Mauritanie).

Tous ces changements militent en faveur de l'intégration et de l'union entre les pays arabes qui luttent pour achever leur indépendance et pour un développement national dans la voie du progrès.

C'est dans cet esprit que les Etudiants Communistes Tunisiens apprécient la proclamation de la fusion entre la Tunisie et la Libye. De part les moyens qu'elle rassemble et les possibilités qu'elle crée, elle peut être à la base d'un développement économique harmonieux et complémentaire dans l'intérêt des deux peuples, et d'une lutte conséquente contre l'impérialisme et les forces réactionnaires et rétrogrades qui tentent et tenteront d'orienter cette union dans le sens de leurs intérêts égoïstes.

Pour qu'elle soit à la hauteur des espoirs qu'elle suscite, il convient :

- de mobiliser les masses populaires et de leur permettre de peser de tout leur poids quant à la nature et au contenu de cette union.
- de dégager une nouvelle alternative qui banit toute allégeance à l'imperialisme et toute atteinte aux acquis des deux peuples, ouvrant ainsi la voie à un véritable développement économique condition nécessaire à toute renaissance culturelle et sociale.
- d'engager le processus de l'union dans le sens de la constitution d'une entité maghrébine unie dans le cadre d'une orientation anti-imperialiste et progressiste au service des masses populaires, rejoignant les détachements avancés des mouvements de libération nationale
- de renforcer la solidarité de tous les peuples arabes en lutte contre l'agression imperialo-sioniste, pour la restauration des droits nationaux, du peuple palestinien et la récupération des territoires arabes occupés.

- VIVE LA LUTTE DES PEUPLES ARABES CONTRE L'IMPERIALISME, LE SIONISME ET LA REACTION.
- POUR L'UNITE ET L'APPROFONDISSEMENT DU MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONALE ARABE.
- POUR UN DEVELOPPEMENT NATIONAL PROGRESSISTE.

\*\*\*\*\*

LES ETUDIANTS COMMUNISTES TUNISIENS.

Paris le 26 - 01 - 1974.

